



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 79.762/2/V
du 31 aout 2026

sur

une proposition d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
le Code bruxellois de
l'aménagement du territoire
(CoBAT) en vue de modifier
la composition et le
fonctionnement de la
Commission régionale de
développement ainsi que
certaines modalités de
fonctionnement de la
Commission Royale des
Monuments et des Sites'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 79.762/2/V
van 31 augustus 2026

over

een voorstel van ordonnantie
van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest 'tot
wijziging van het Brussels
Wetboek van Ruimtelijke
Ordening (BWRO) teneinde de
samenstelling en de werking
van de Gewestelijke
Ontwikkelingscommissie te
wijzigen en bepaalde
werkingsregels van de
Koninklijke Commissie voor
Monumenten en
Landschappen te wijzigen'

Le 9 juillet 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 25 aout 2026 sur une proposition d'ordonnance 'modifiant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) en vue de modifier la composition et le fonctionnement de la Commission régionale de développement ainsi que certaines modalités de fonctionnement de la Commission Royale des Monuments et des Sites', déposée par MM. Geoffroy COOMANS DE BRACHÈNE, Stijn BEX, Mustapha AKOUZ, Mme Imane BELGUENANI, MM. Alain DENEUF, Pascal SMET, Benjamin DALLE et Mme Loubna AZGHOUD (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2025-2026, n° A-30/1).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre des vacations le 31 aout 2026. La chambre était composée de Luc DONNAY, président de chambre, Laurence VANCRAVEBECK et Anne-Stéphanie RENSON, conseillères d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Anne-Stéphanie RENSON.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 aout 2026.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 aout.

Op 9 juli 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 25 augustus 2026 een advies te verstrekken over een voorstel van ordonnantie 'tot wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) teneinde de samenstelling en de werking van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie te wijzigen en bepaalde werkingsregels van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen te wijzigen', ingediend door de heren Geoffroy COOMANS DE BRACHÈNE, Stijn BEX, Mustapha AKOUZ, mevrouw Imane BELGUENANI, de heren Alain DENEEF, Pascal SMET, Benjamin DALLE en mevrouw Loubna AZGHOUD (*Parl.St.*, Br.Parl, 2026-2026, nr. A-306/1).

Het voorstel is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 31 augustus 2026. De kamer was samengesteld uit Luc DONNAY, kamervoorzitter, Laurence VANCRAVEBECK en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Anne-Stéphanie RENSON.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 augustus 2026.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

Article 2

La portée des termes « lorsqu'il éch[oi]t » n'apparaît pas clairement.

Si, comme l'indique le commentaire de l'article, l'intention est de permettre une prolongation du délai « lorsqu'il court » pendant les vacances d'été, mieux vaut revoir la rédaction en ce sens, en s'inspirant, par exemple, de la formulation prévue à l'article 13 de la proposition.

Article 3

1. L'article 3 de la proposition entend élargir la compétence d'avis de la Commission régionale de développement de sorte que celle-ci puisse formuler des observations ou des suggestions quant aux projets d'importance pour la Région ou la Communauté métropolitaine.

Selon les développements,

« [L]e champ des projets pouvant être soumis à l'avis de la Commission est également élargi aux projets d'importance pour la Région ou la Communauté métropolitaine afin de permettre une plus grande souplesse dans la saisine de la Commission régionale et de garantir son implication sur des enjeux stratégiques dépassant les seuls outils réglementaires classiques d'aménagement du territoire ».

Il est ainsi fait écho à l'article 92*bis*, § 7, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', tel qu'inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ¹, qui prévoit ce qui suit :

« Il est créé une communauté métropolitaine de Bruxelles en vue d'une concertation en ce qui concerne les matières visées à l'article 6, § 1^{er}, qui sont d'importance transrégionale, en particulier la mobilité, la sécurité routière et les travaux routiers de, vers et autour de Bruxelles. Les régions sont membres de la communauté métropolitaine et les représentants de leur gouvernement y siègent. Toutes les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et des provinces du Brabant flamand et du Brabant wallon, de même que l'autorité fédérale sont membres de droit de la communauté métropolitaine. Les provinces du Brabant flamand et du Brabant wallon sont libres d'adhérer.

[‡] S'agissant d'une proposition d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Auquel renvoie l'article 42 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'.

Les régions concluent un accord de coopération pour fixer les modalités et l'objet de cette concertation.

Les accès et sorties du ring autoroutier de Bruxelles (R0) ne peuvent être fermés ou rendus inutilisables qu'après concertation entre les régions au sein de la communauté métropolitaine visée à l'alinéa 1^{er}.

À titre transitoire, la concertation prévue à l'alinéa 3 a lieu en dehors de la communauté métropolitaine dans l'attente de la conclusion de l'accord de coopération visé à l'alinéa 2 ».

L'attention des auteurs de la proposition est attirée sur le fait que cet accord de coopération n'a pas encore été conclu à ce jour.

2. Conformément à l'article 69 de la loi spéciale du 8 août 1980, rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, il appartient au Gouvernement et non au législateur de procéder à des délégations de compétences aux ministres.

Les mots « ou du ministre » seront dès lors omis.

Article 7

Le dernier alinéa proposé est rédigé comme suit :

« Dans l'hypothèse où la désignation des membres de la nouvelle commission ne peut avoir lieu, la Commission régionale existante est maintenue jusqu'à la désignation effective des membres de la nouvelle Commission ».

Si cette disposition permet de garantir la continuité de l'exercice des missions confiées à la Commission régionale de développement, il va de soi qu'elle ne peut aboutir à permettre au Gouvernement de postposer, de sa seule volonté et sans limite dans le temps, la désignation des nouveaux membres de la Commission telle qu'elle est prévue par le législateur. En d'autres termes, la règle prévue ne peut être comprise comme portant préjudice à l'obligation qui s'impose au Gouvernement de prendre toutes les mesures en son pouvoir afin que la désignation des nouveaux membres de la Commission intervienne dans le délai requis.

Article 8

1. Compte tenu de l'article 7, alinéa 12, proposé, qui vise à permettre le maintien de la Commission régionale existante jusqu'à la désignation effective des membres de la nouvelle Commission, la section de législation s'interroge sur la portée exacte de l'article 8, qui semble prévoir le même principe. La disposition sera réexaminée en conséquence et, en cas de redondance, sera omise.

2. Sans préjudice de l'observation précédente, dans l'alinéa proposé, il y a lieu d'omettre le mot « effective ».

Article 16

Concernant la modification apportée à l'article 30/5, § 2, du CoBAT, il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

« À l'article 30/5, § 2, du même Code, inséré par l'ordonnance du 30 novembre 2017, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

[...] ».

Article 17

À l'alinéa 3, les mots « À l'article 35, § 2, du même Code » seront remplacés par les mots « À l'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par l'ordonnance du 30 novembre 2017 ».

OBSERVATIONS FINALES

1. Dans les dispositions modificatives, il convient, dans la phrase liminaire, de mentionner les modifications en vigueur qui ont été apportées précédemment à la disposition dont la modification est envisagée ².
2. Il convient de regrouper, sous une même disposition, toutes les modifications apportées à un même article et de rédiger dans deux dispositions différentes les modifications portant sur deux articles différents ³.

*

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations 113 à 115.

³ *Ibidem*, recommandation 118.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

Artikel 2

De betekenis van de woorden “wanneer hij tijdens de zomervakantie verstrijkt” is niet duidelijk.

Als het, zoals wordt aangegeven in de commentaar bij het artikel, de bedoeling is een verlenging van de termijn toe te staan wanneer die termijn tijdens de zomervakantie loopt, verdient het aanbeveling de tekst in die zin te herzien naar het voorbeeld van de formulering van artikel 13 van het voorstel.

Artikel 3

1. Artikel 3 van het voorstel strekt ertoe de adviesbevoegdheid van de Gewestelijke ontwikkelingscommissie uit te breiden zodat die commissie opmerkingen kan maken of suggesties kan doen met betrekking tot de projecten die van belang zijn voor het gewest of voor de hoofdstedelijke gemeenschap.

In de toelichting staat het volgende:

“Het soort projecten dat aan de commissie kan worden voorgelegd voor advies, wordt bovendien uitgebreid met projecten die van belang zijn voor het gewest of de hoofdstedelijke gemeenschap om een grotere flexibiliteit mogelijk te maken bij de aanhangigmaking van dossiers bij de commissie en ervoor te zorgen dat zij betrokken wordt bij strategische uitdagingen die niet enkel verband houden met de klassieke regelgevende instrumenten voor ruimtelijke ordening.”

Aldus wordt gevolg gegeven aan artikel 92*bis*, § 7, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, zoals ingevoegd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014,¹ dat als volgt luidt:

“Er wordt een hoofdstedelijke gemeenschap van Brussel opgericht met het oog op overleg over de aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, die meerdere gewesten aanbelangen, in het bijzonder mobiliteit, verkeersveiligheid en de wegenwerken vanuit, naar en rond Brussel. De gewesten zijn lid van de hoofdstedelijke gemeenschap en de vertegenwoordigers van hun regeringen hebben er zitting in. Alle gemeenten van het

[‡] Aangezien het om een voorstel van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Waarnaar verwezen wordt in artikel 42 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.

Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en van de provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant, evenals de federale overheid zijn van rechtswege lid van de hoofdstedelijke gemeenschap. De provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant kunnen vrij toetreden.

De gewesten sluiten een samenwerkingsakkoord om de nadere regels en het voorwerp van dit overleg vast te leggen.

De op- en afritten van de autosnelwegring om Brussel (R0) mogen enkel worden gesloten of onbruikbaar worden gemaakt nadat daarover overleg is gepleegd tussen de gewesten in de hoofdstedelijke gemeenschap bedoeld in het eerste lid.

Bij wijze van overgangsmaatregel heeft het in het derde lid bedoelde overleg plaats buiten de hoofdstedelijke gemeenschap in afwachting van het sluiten van het in het tweede lid bedoelde samenwerkingsakkoord.”

De aandacht van de indieners van het voorstel wordt gevestigd op het feit dat dit samenwerkingsakkoord tot op heden nog niet gesloten is.

2. Overeenkomstig artikel 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat bij artikel 36, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 van toepassing verklaard is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, staat het aan de regering en niet aan de wetgever om bevoegdheidsdelegaties te verlenen aan de ministers.

De woorden “of van de minister” moeten dan ook weggelaten worden.

Artikel 7

Het voorgestelde laatste lid is gesteld als volgt:

“Ingeval de aanwijzing van de leden van de nieuwe commissie niet kan plaatsvinden, blijft de bestaande Gewestelijke Commissie in het zadel totdat de leden van de nieuwe Commissie effectief zijn aangewezen.”

Hoewel deze bepaling kan garanderen dat de Gewestelijke ontwikkelingscommissie de opdrachten die haar zijn toevertrouwd kan blijven uitvoeren, spreekt het voor zich dat ze er niet toe mag leiden dat de regering naar eigen goeddunken en zonder beperking in de tijd de door de wetgever voorgeschreven aanwijzing van de nieuwe leden van de commissie kan uitstellen. Anders gezegd, de regel waarin wordt voorzien, mag niet aldus begrepen worden dat hij afbreuk doet aan de verplichting voor de regering om alle maatregelen binnen haar mogelijkheden te nemen zodat de nieuwe leden van de commissie binnen de voorgeschreven termijn worden aangewezen.

Artikel 8

1. Gelet op het voorgestelde artikel 7, twaalfde lid, dat maakt dat de bestaande gewestelijke commissie kan voortbestaan totdat de leden van de nieuwe commissie daadwerkelijk worden aangewezen, vraagt de afdeling Wetgeving zich af wat de exacte draagwijdte is van artikel 8, dat in hetzelfde beginsel lijkt te voorzien. De bepaling moet dienovereenkomstig opnieuw worden onderzocht, en, ingeval ze redundant is, moet ze weggelaten worden.

2. Onverminderd de voorgaande opmerking dient in het voorgestelde lid het woord “effectieve” weggelaten te worden.

Artikel 16

Wat de wijziging betreft die aangebracht wordt in artikel 30/5, § 2, van het BWRO, dient de inleidende zin gesteld te worden als volgt:

“In artikel 30/5, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 november 2017, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

(...).”

Artikel 17

In het derde lid moeten de woorden “In artikel 35, § 2, van hetzelfde Wetboek” vervangen worden door de woorden “In artikel 35, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de ordonnantie van 30 november 2017”.

SLOTOPMERKINGEN

1. In de wijzigingsbepalingen dienen de nog geldende vroegere wijzigingen van de bepaling die gewijzigd wordt, in de inleidende zin te worden vermeld.²
2. Alle wijzigingen die aangebracht worden in eenzelfde artikel dienen in eenzelfde bepaling samengebracht te worden, en voor wijzigingen die betrekking hebben op twee verschillende artikelen dienen twee onderscheiden bepalingen te worden opgesteld.³

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Luc DONNAY

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 113 tot 115.

³ *Ibidem*, aanbeveling 118.